

A Kigali, un obus a explosé sur le marché.

La France propose une « zone humanitaire »

LA FRANCE multiplie les initiatives. Hier, elle a officiellement informé l'ONU qu'elle souhaitait mettre en place une vaste « zone humanitaire sûre » dans le sud-ouest du Rwanda, afin de protéger les populations civiles de cette région contrôlée par les forces gouvernementales.

Pour sa part, le président sud-africain Nelson Mandela a indiqué dans une interview publiée hier par *le Monde* qu'un sommet des chefs d'Etat africains pourrait avoir lieu prochainement. Un projet que Nelson Mandela développera sans doute avec François Mitterrand, qui entame demain une visite officielle en Afrique du Sud.

Au Rwanda, l'heure est tou-

jours à la tragédie. Le carnage continue à Kigali, où seize personnes ont été tuées et plus de vingt autres blessées par des obus des rebelles du FPR tirés sur le marché. Et sur la ligne de front, sœur Suzanne, une Française, mère supérieure des sœurs de Calcutta, a été « condamnée à mort » par un milicien hutu.

Dix jours après l'arrivée des troupes françaises, notre envoyé spécial Franck Johannès était hier à Goma, ville frontalière du Zaïre, à un jet de pierre du Rwanda. Le volcan s'est réveillé le jour où sont arrivés les Français, raconte-t-il. Le Nyiragongo, « celui qui porte ses enfants », rougeoit au-dessus du camp militaire et on dit en ville que ce sont les avions des Français qui ont réveillé la

montagne. Les relations se tendent tous les jours un peu plus sur deux fronts : avec les forces armées rwandaises (FAR, Hutus), qui ont le net sentiment que Paris a changé son fusil d'épaule et défend les Tutsis ; avec les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR, Tutsis) qui s'approche dangereusement des avant-postes français.

François Léotard, le ministre de la Défense en visite mercredi à Goma, l'a volontiers reconnu : « Nous avons mangé notre pain blanc. » Et le général Jean-Claude Lafourcade,

SUITE PAGE 5

« Toi aussi, tu viens pour tuer »
Le reportage de Franck Johannès

La France au dessus d'un volcan

Suite de la page 1

patron de la force humanitaire française, enfonce tous les jours son béret avec le net sentiment de camper au-dessous du volcan.

Les militaires français sont désormais 2.000 à participer à l'opération Turquoise, accompagnés de 40 Sénégalais. La Belgique va envoyer cette semaine un hôpital de campagne servi par une cinquantaine de Belges, qui sera implanté au Rwanda probablement dans des conditions difficiles : la

haine des Hutus pour la Belgique est plus vive que jamais. Pour l'heure, le FPR, qui tient les deux tiers et tout l'est du Rwanda avancé sur trois fronts. Par le Nord, où semble-t-il l'offensive marque le pas autour de Ruhengeri. En revanche, la capitale, Kigali, soumise à un pilonnage incessant, est depuis hier complètement encerclée : selon les Français, les Forces armées rwandaises coupées de leurs bases arrière, sont dans « une situation critique ».

Au centre de la frontière avec

le Zaïre, dans la région de Kibuye, les militaires français entendent chaque jour des tirs : « Nous sommes certains pour la première fois qu'il y a des infiltrations du FPR pour apporter des armes aux gens désarmés de la région », a indiqué le général Lafourcade. Il ne reste qu'environ 500 réfugiés tutsis éparpillés dans les collines et la forêt au sud de Kibuye, harcelés par l'armée rwandaise et la milice. Huit à dix mille tutsis ont été tués ces dernières semaines selon les dernières

estimations. Jeudi, l'armée a rapatrié à Goma 94 réfugiés tutsis dont 47 enfants tous blessés plus ou moins grièvement. « Aucun n'est blessé aux jambes, note sombremenent le médecin principal Sylvain Rigal. Ceux qui sont là sont ceux qui ont pu courir. »

Un état-major tactique est descendu dans la région de Kibuye, accompagné de blindés légers, de mortiers et d'une compagnie d'infanterie pour protéger les quelque 400 survivants tutsis.

Barril accuse : On visait Mobutu

Interview :
Gilles Delafon

DEPUIS une semaine, le capitaine Paul Barril prétend détenir la boîte noire de l'avion du président du Rwanda abattu en vol le 6 avril. « Impossible, affirme le constructeur de l'appareil, ce n'est pas une boîte noire. » Barril renchérit : « Boîte noire ou pas, c'est moi qui ai les éléments électroniques de l'avion. En plus, j'ai récupéré les enregistrements des conversations entre l'avion présidentiel et la tour de contrôle de l'aéroport de Kigali. Ils contiennent des éléments importants. Mais je ne peux rien dire, il appartient à la justice de faire des révélations. Je souhaite simplement qu'un juge soit désigné en France — comme pour l'affaire du

DC-10 d'UTA — pour enquêter sur la mort des six ressortissants français tués dans cette affaire.

Je remettrai tous les éléments à la justice ou à la police. Pour l'instant, personne ne m'a contacté. On est dans une faille juridique mondiale. Trois chefs d'Etat africains, amis de la France, ont été assassinés en six mois, et rien ne se passe.

— Selon vous, qui a fait tirer sur l'avion ?

La cible des terroristes, c'était le maréchal Mobutu, il devait être dans l'avion. Ils voulaient en fait abattre les trois chefs d'Etat en même temps : Rwanda, Burundi, et Zaïre. Leur but, c'est de faire un seul grand Etat militaire tutsi englobant le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. Moi je désigne comme responsable le chef des terroristes, Paul Kagamé, (ndlr : le

commandant du FPR) soutenu par un Etat terroriste qui est l'Ouganda, et appuyé par la Belgique. Il y a deux ans, au mois de novembre, Paul Kagamé était en France, il logeait au Novotel de la Défense à la chambre 623. C'est l'attentat terroriste du siècle parce que ceux qui sont responsables de l'attentat sont les responsables du génocide. C'était programmé. La veille de l'attentat, des colonnes de camions et de voitures se dirigeaient de l'Ouganda vers Kigali.

— Vous serez mardi à Kigali pour l'enterrement du président Habyarimana ?

Absolument.

— Vous avez été menacé depuis vos révélations ?

On a promis de me couper en morceau à la machette.